

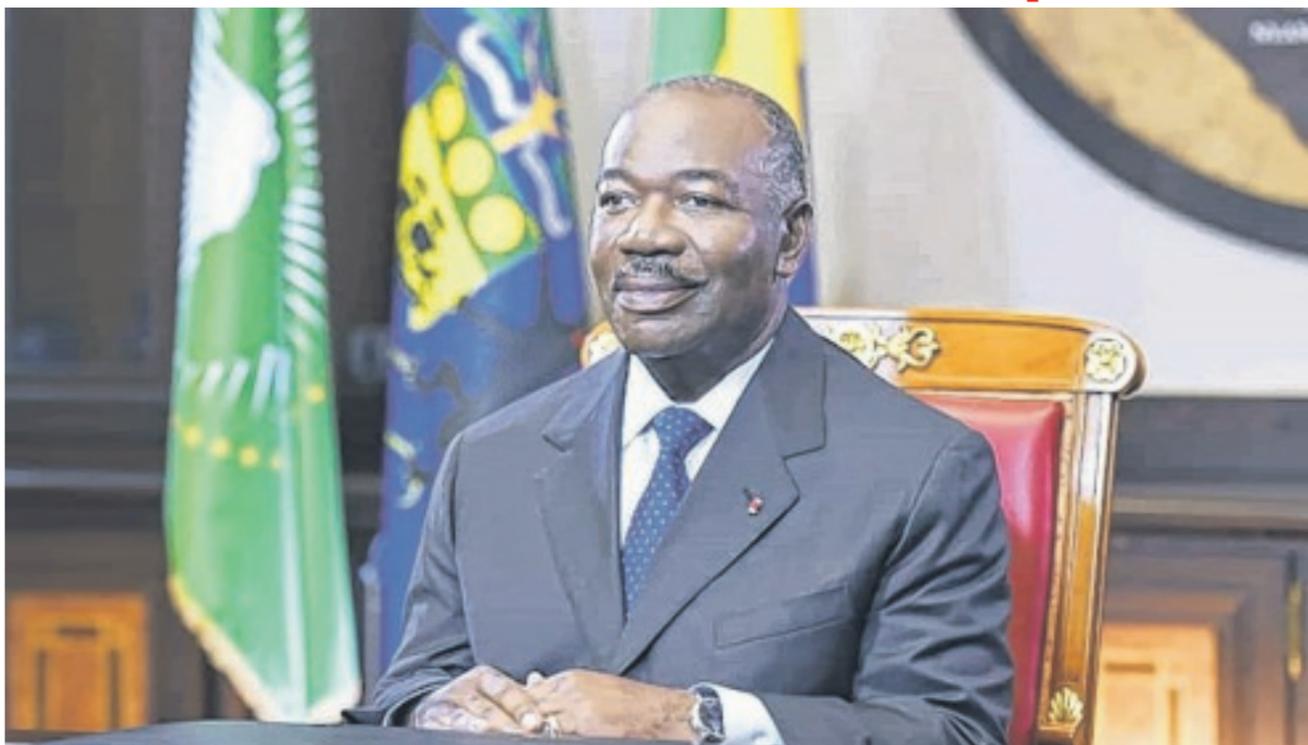
# Discours du président de la République analyses et commentaires (Suite)

## Miser sur l'éducation et la formation professionnelle

Y.F.I  
Libreville/Gabon

Tel un "cultivateur" savourant, après le dur labeur, les fruits de ses efforts, le président de la République, Ali Bongo Ondimba, veut miser davantage sur l'éducation. Objectif: réduire à terme l'épineux problème du chômage. C'est, entre autres, ce qui ressort de son discours prononcé à l'occasion de la célébration du 59e anniversaire de l'indépendance du Gabon.

"L'ÉDUCATION, c'est la famille qui la donne; l'instruction, c'est l'État qui la doit", lâchait, en son temps, le célèbre écrivain, poète et romancier Victor Hugo. Une maxime qui, aujourd'hui, plus qu'hier, est d'actualité sous nos cieux. Ce n'est pas le premier magistrat gabonais qui dira le contraire. "(...) J'ai fixé au gouvernement des objectifs très ambitieux dans la lutte contre le chômage, et nous devons en faire notre obsession. Notre objectif est



Le président de la République, Ali Bongo Ondimba s'adressant à la Nation à l'occasion de la célébration du 59e anniversaire de l'indépendance du Gabon.

de doubler le taux de création d'emplois dans le secteur privé", a déclaré le chef de l'État.

Une vision, mieux, une ambition nécessitant en amont la pose de jalons, (formation, cadre économique et

juridique...). Et le numéro un gabonais de rajouter : "C'est tout le sens de la réforme, aussi inédite qu'ambi-

tieuse, lancée pour optimiser notre système d'éducation et de formation", affirme Ali Bongo Ondimba. Le ton étant

donné, reste au gouvernement de jouer sa partition. Pour ce faire, la construction d'écoles, lycées et universités, surtout techniques, constituent les indispensables strates du processus. "(...) Nous faisons en sorte d'arrêter tant de gabegies, en favorisant davantage l'enseignement technique et professionnel. C'est absolument crucial, notamment dans un secteur comme l'agriculture, jusqu'ici assez marginal, mais dont le poids va être de plus en plus déterminant dans l'économie nationale", reconnaît-il. Voilà qui a le mérite d'être clair.

A la lecture des orientations du président Ali Bongo Ondimba, les secteurs de l'éducation et de la formation professionnelle doivent faire l'objet d'une attention particulière de la part des gouvernants et autres décideurs. Dans cette perspective, on peut dire que le premier défi qui se pose au gouvernement aujourd'hui est de déjà caser les nouveaux bacheliers.

Photo : F. M. MOMBO/L'Union

### Tribune libre

## De la nécessité et de l'urgence de reformer les offres de formation de notre système éducatif

Tom Frédéric Mambenga\*  
Libreville/Gabon

LE discours du Président de la République du 16 août 2019 rappelle l'urgence de reformer les curricula du secondaire et les offres de formation du supérieur, peu préparés à répondre aux défis de l'émergence du Gabon. Pourtant, les pouvoirs publics et les acteurs du système éducatif gabonais ont multiplié les expertises pour aller dans ce sens. Il y a eu, par exemple, en 2010 les Etats Généraux de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique. Les recommandations issues de ceux-ci n'ont été suivies que de quelques réalisations de faible ampleur. A l'évidence, la vision réformatrice du Président de la République n'est pas suffisamment relayée en actes. Mais il faut reconnaître que dans ce contexte éducatif national caractérisé par des filières d'enseignement trop générales aux effectifs pléthoriques, on ne peut aboutir qu'à de maigres perspectives d'employabilité. Comment peut-on continuer à former massivement, sans aucune orientation stratégique des jeunes apprenants ? C'est toute la portée préoccupante de l'interrogation que l'on peut se poser à la suite du propos du Président de la République dans son discours à la nation: " Former les jeunes dans des secteurs qui n'offrent pas de débouchés est criminel... ". Le constat présidentiel n'est pas un cri de désespoir, mais bien plus, l'exhorte d'une véritable projection politique, qui m'incite à la réflexion. **L'école et ses représentations sociales au Gabon: un ar-**

#### chaïsme obsessionnel ?

Deux formes essentielles définissent les modes d'enseignement au secondaire et au supérieur : l'enseignement général et l'enseignement technique. Si la visée primordiale de l'enseignement général est l'acquisition d'une culture interdisciplinaire élargie, solide et ouverte ; celle de l'enseignement technique est orientée vers la maîtrise des outils, les savoirs pratiques et techniques. Notre fonctionnement scolaire et universitaire gabonais a davantage privilégié la dimension intellectuelle du savoir au détriment des savoirs techniques. La situation est paradoxale, dans un contexte économique et industriel où ce sont davantage les profils techniques et professionnels (Licence professionnelle...) qui sont recherchés. Ces besoins pratiques du marché et des politiques de développement du pays se heurtent à un ensemble de représentations sociales. Ainsi, pour la majorité des familles gabonaises, l'école n'a de vraie valeur que si l'on fait des hautes études supérieures, ou si on a une formation qui ouvre aux carrières de la Fonction publique. Le mythe des " grands diplômés " et l'image sociale du fonctionnaire dans un bureau restent des archétypes solides de notre corps social.

#### Les institutions et leurs offres de formation au Gabon ou la prédominance du modèle des années 1970-1990

L'enseignement secondaire au Gabon se caractérise par l'omnipotence de l'enseignement général au détriment de l'enseignement technique et professionnel. Ce décalage apparent

s'illustre dans les résultats des baccalauréats de la session 2019. Le nombre des bacheliers généraux (16000) est largement supérieur à celui des bacheliers techniques (2000). Dans l'enseignement supérieur, la réalité des offres de formation se décline en quelques tendances majeures qui soulèvent une différence patente entre le général (45000 étudiants) et l'enseignement supérieur scientifique ou professionnel (7000). Les offres de formation dans l'enseignement supérieur présentent aussi deux formes contrastées : les offres générales et classiques, principalement dans les universités publiques qui accordent peu de place à l'innovation et la professionnalisation des parcours. A l'UOB, par exemple, il existe 15 Masters disciplinaires et généraux contre 4 licences professionnelles dont une fonctionne effectivement. Nos universités publiques sont atones aux enjeux de la professionnalisation. La professionnalisation est un terme imparable de politique éducationnelle mondiale contemporaine. Dans l'espace universitaire, cette notion renvoie à deux modes opératoires complémentaires: l'acquisition de compétences professionnelles reconnues, mais aussi le suivi des étudiants dans leur cursus en vue de leur future entrée sur le marché du travail. Cela conduit les universités à redéfinir et à innover leurs offres de formation, directement arrimées au monde du travail. Comment alors articuler cette modernisation des offres de formation dans l'enseignement supérieur comme un écho harmonieux à la vision programmatrice du Président de la République? Des proposi-

tions convaincantes ressortent de deux expertises concrètes : Les Etats généraux de l'Education ; de la Formation et de la Recherche (2010), les recommandations de la TASK FORCE EDUCATION EMPLOI et un ensemble de pistes prospectives élaborées par des organisations non gouvernementales ou des cabinets spécialisés, tels que la *Carte des métiers* pour préparer à l'insertion professionnelle commise par La Fondation Sylvia Bongo, les Rapports de la AFD et de l'UNESCO sur l'appui aux projets de réformes du système éducatif gabonais. Il faut sortir des pistes classiques pour réaliser une réforme de nos offres de formation, n'en déplaise à maints acteurs du système éducatif gabonais, même les plus décisionnels qui ne voient que les questions infrastructurelles et les postes budgétaires des enseignants comme uniques solutions, alors que c'est l'idéologie que contient la structuration du système actuel qui est principalement en cause. Cette situation, au-delà des questions infrastructurelles et budgétaires, a pour cause une tradition de formation axée, depuis les années 1970, sur la primauté accordée aux études générales, ouvrant aux disciplines littéraires, économiques, juridiques et des formations du tertiaire ; au détriment des études scientifiques et techniques, plus sollicitées pour l'insertion professionnelle et les stratégies d'employabilité énoncées par les pouvoirs publics comme prioritaires pour le développement économique et industriel du Gabon. La TASK FORCE EDUCATION FORMATION EMPLOI avait préconisé plusieurs recommandations à

court, moyen et long termes (5 ans) afin de remettre le système éducatif gabonais en phase avec les exigences d'employabilité des jeunes durant leur processus de formation. Aussi, en matière d'orientation des nouveaux bacheliers, elle recommandait la référence à la loi d'orientation 21/2011 qui, en son article 93 (Titre VI) institue un Secrétariat Scientifique d'orientation scolaire et universitaire, chargé d'orienter les nouveaux bacheliers en fonction des besoins de la nation. Une autre recommandation forte allant dans le sens développé ici portait sur la suspension provisoire de l'accès en première année dans les filières saturées de la Faculté des Lettres et des Sciences Humaines, comportant plus de mille (1000) étudiants; l'instauration du numerus clausus en première année des sciences juridiques, économiques, et sciences de la santé ; la création des licences professionnelles d'enseignement à l'Université Omar Bongo et à l'Université des Sciences de Masuku à court terme. Il y a lieu de compléter ce dispositif par une orientation stratégique, dès cette rentrée universitaire de nombreux bacheliers vers les centres de formation professionnelle récemment créés. En définitive, s'arrimer aux innovations technologiques, s'adapter aux évolutions technologiques, créer des formations innovantes qui répondent à des besoins sociétaux, coller à la réalité du monde du travail gabonais, insérer les jeunes, répondre à leurs attentes sont donc les urgences éducationnelles.

\* Maître de Conférences/HDR de littératures comparées.